



Organisation des Nations Unies  
pour l'alimentation  
et l'agriculture

# COMPRENDRE L'AVENIR DE L'ACTION COMMUNE DE KORONIVIA POUR L'AGRICULTURE

RENFORCER **KORONIVIA**





RENFORCER **KORONIVIA**

# COMPRENDRE L'AVENIR DE L'ACTION COMMUNE DE KORONIVIA POUR L'AGRICULTURE

**Auteurs:**

Etienne Drieux, Anneleen Van Uffelen, Fiona Bottiglieri, Liva Kaugure,  
Martial Bernoux

Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture  
Rome, 2021



Citer comme suit:

Drieux, E., Van Uffelen, A., Bottiglieri, F., Kaugure, L. & Bernoux, M. 2021. *Comprendre l'avenir de l'Action commune de Koronivia pour l'agriculture. Renforcer Koronivia*. Rome, FAO. <https://doi.org/10.4060/cb6810fr>

Les appellations employées dans ce produit d'information et la présentation des données qui y figurent n'impliquent de la part de l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) aucune prise de position quant au statut juridique ou au stade de développement des pays, territoires, villes ou zones ou de leurs autorités, ni quant au tracé de leurs frontières ou limites. Le fait qu'une société ou qu'un produit manufacturé, breveté ou non, soit mentionné ne signifie pas que la FAO approuve ou recommande ladite société ou ledit produit de préférence à d'autres sociétés ou produits analogues qui ne sont pas cités.

Les opinions exprimées dans ce produit d'information sont celles du/des auteur(s) et ne reflètent pas nécessairement les vues ou les politiques de la FAO.

ISBN 978-92-5-135216-8

© FAO, 2021



Certains droits réservés. Cette œuvre est mise à la disposition du public selon les termes de la Licence Creative Commons Attribution-Pas d'Utilisation Commerciale-Partage dans les Mêmes Conditions 3.0 Organisations Intergouvernementales (CC BY-NC-SA 3.0 IGO; <https://creativecommons.org/licenses/by-nc-sa/3.0/igo/legalcode.fr>).

Selon les termes de cette licence, cette œuvre peut être copiée, diffusée et adaptée à des fins non commerciales, sous réserve que la source soit mentionnée. Lorsque l'œuvre est utilisée, rien ne doit laisser entendre que la FAO cautionne tels ou tels organisation, produit ou service. L'utilisation du logo de la FAO n'est pas autorisée. Si l'œuvre est adaptée, le produit de cette adaptation doit être diffusé sous la même licence Creative Commons ou sous une licence équivalente. Si l'œuvre est traduite, la traduction doit obligatoirement être accompagnée de la mention de la source ainsi que de la clause de non-responsabilité suivante: «La traduction n'a pas été réalisée par l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO). La FAO n'est pas responsable du contenu ni de l'exactitude de la traduction. L'édition originale [langue] est celle qui fait foi.»

Tout litige relatif à la présente licence ne pouvant être résolu à l'amiable sera réglé par voie de médiation et d'arbitrage tel que décrit à l'Article 8 de la licence, sauf indication contraire contenue dans le présent document. Les règles de médiation applicables seront celles de l'Organisation mondiale de la propriété intellectuelle (<http://www.wipo.int/amc/fr/mediation/rules>) et tout arbitrage sera mené conformément au Règlement d'arbitrage de la Commission des Nations Unies pour le droit commercial international (CNUDCI).

**Matériel attribué à des tiers.** Il incombe aux utilisateurs souhaitant réutiliser des informations ou autres éléments contenus dans cette œuvre qui y sont attribués à un tiers, tels que des tableaux, des figures ou des images, de déterminer si une autorisation est requise pour leur réutilisation et d'obtenir le cas échéant la permission de l'ayant-droit. Toute action qui serait engagée à la suite d'une utilisation non autorisée d'un élément de l'œuvre sur lequel une tierce partie détient des droits ne pourrait l'être qu'à l'encontre de l'utilisateur.

**Ventes, droits et licences.** Les produits d'information de la FAO sont disponibles sur le site web de la FAO ([www.fao.org/publications](http://www.fao.org/publications)) et peuvent être obtenus sur demande adressée par courriel à: [publications-sales@fao.org](mailto:publications-sales@fao.org). Les demandes visant un usage commercial doivent être soumises à: [www.fao.org/contact-us/licence-request](http://www.fao.org/contact-us/licence-request). Les questions relatives aux droits et aux licences doivent être adressées à: [copyright@fao.org](mailto:copyright@fao.org).

# TABLE DES MATIÈRES

Remerciements	v
Résumé	vii
<hr/>	
<b>Introduction</b>	<b>1</b>
L'Action commune de Koronivia pour l'agriculture: une occasion unique de lutter contre le changement climatique	1
L'Action commune de Koronivia pour l'agriculture: des débats formels aux interventions concrètes	3
<b>Déterminer la trajectoire pour l'agriculture sous la Convention</b>	<b>5</b>
Définir les résultats potentiels de l'Action commune de Koronivia pour l'agriculture	5
Élever le niveau d'ambition pour la COP26 et au-delà	6
<b>Voies d'illustration pour la COP26 et au-delà</b>	<b>8</b>
Accord résolu: mettre en place des arrangements institutionnels pour traiter de l'agriculture au titre de la Convention et pour mettre en œuvre les résultats de KJWA	9
Solutions «sans regret»: mettre en évidence le consensus des Parties sur les principales priorités techniques pour l'agriculture et la sécurité alimentaire	11
«Extension»: définir une nouvelle échéance, de nouveaux objectifs ou une nouvelle feuille de route pour KJWA	13
«Reconnaissance»: reconnaître le processus de KJWA et sa contribution aux travaux déjà accomplis au titre de la Convention	14
Aucun résultat: différer la nécessité d'agir de toute urgence dans le domaine de l'agriculture	15
<hr/>	
<b>Conclusion</b>	<b>17</b>



# REMERCIEMENTS

Les auteurs souhaitent saluer en particulier la participation continue de tous les spécialistes de l'agriculture tout au long du processus de Koronivia et remercier ceux-ci pour les contributions et les conseils précieux qu'ils ont fournis dans le cadre de l'élaboration du présent document. Les auteurs tiennent également à remercier le Gouvernement de l'Allemagne, dont le financement accordé au Bureau du changement climatique, de la biodiversité et de l'environnement (OCB) de la FAO a permis de catalyser ces travaux. Ils désirent également témoigner leur gratitude aux graphistes, Claudia Tonini et Lucia Moro (toutes deux de la FAO), pour leur appui.





# RÉSUMÉ

En vue de la vingt-sixième session de la Conférence des Parties (COP26) à la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques (CCNUCC) et, plus particulièrement, en vue du compte-rendu sur les progrès accomplis dans la mise en œuvre de l'Action commune de Koronivia pour l'agriculture (KJWA) et sur les résultats obtenus, il est devenu de plus en plus urgent de **cerner l'avenir que pourrait avoir l'agriculture** dans le contexte de la Convention, alors que la feuille de route de KJWA touche à sa fin.

Bien qu'il soit difficile, voire impossible, de prévoir avec certitude les différents résultats d'une négociation, ces résultats se résumeraient, quoi qu'il arrive, à un nombre limité d'éléments clés, en particulier s'agissant des progrès dans leur mise en œuvre concrète et de la priorité donnée à l'agriculture dans l'ordre du jour de la CCNUCC.

D'une part, les résultats pourraient être davantage axés sur l'agriculture en général et sur la manière dont ce secteur est traité dans les arrangements **institutionnels** (1) ou les priorités **techniques** (2) au titre de la Convention. D'autre part, ils pourraient avoir trait plus particulièrement au processus de KJWA lui-même. Cela pourrait nécessiter d'**intégrer des travaux supplémentaires** (3), de **tenir compte des travaux menés jusqu'à présent** (4) ou, bien que cela soit très peu probable, d'aboutir à l'**absence d'un accord** (5).

Par conséquent, tout résultat de la COP26 entrerait dans au moins l'une des cinq catégories susmentionnées, qui doivent être considérées comme des **composantes de base**. À brève échéance comme à long terme, ces composantes peuvent être associées en vue de créer diverses trajectoires possibles.

<b>TRAJECTOIRE 1: Accord résolu</b>	Un cadre <b>institutionnel</b> est mis en place et assorti de modalités destinées à garantir la concrétisation des résultats techniques sur le terrain.
<b>TRAJECTOIRE 2: Solutions «sans regret»</b>	Les priorités <b>techniques</b> et/ou financières (solutions «sans regret») sont énoncées clairement, mais les modalités destinées à garantir leur concrétisation ne le sont pas nécessairement. Il est possible que certaines entités interprètent malgré tout ces priorités comme un signal pour entamer des travaux supplémentaires.
<b>TRAJECTOIRE 3: «Extension»</b>	Le cadre de discussion sur les questions agricoles (KJWA) est étendu, soit pour rendre compte sur les thèmes actuels, soit pour intégrer de <b>futurs travaux</b> . Il est possible que la détermination des priorités techniques et des modalités de mise en œuvre demeure en suspens.
<b>TRAJECTOIRE 4: «Reconnaissance»</b>	Les <b>travaux effectués</b> jusqu'à présent au titre de KJWA sont pris en notes ou accueillis. Les éventuels travaux futurs sur l'agriculture dépendront de la volonté des Parties.
<b>TRAJECTOIRE 5: Aucun résultat</b>	<b>Aucun accord</b> n'est trouvé pour ce qui est des priorités techniques et/ou financières en matière d'agriculture, ni en ce qui concerne les modalités d'une action concrète sur le terrain. KJWA est discuté à la prochaine session et ce jusqu'à ce qu'un accord soit trouvé.

**La présente analyse se limite à cinq trajectoires**, qu'il convient de considérer non comme des trajectoires rigides qui s'excluent mutuellement, mais comme des **exemples dont les principales caractéristiques peuvent être associées**. Des cas similaires de processus de négociation qui se sont déroulés sous l'égide de la CCNUCC sont exposés afin d'illustrer la manière dont les trajectoires peuvent se matérialiser.

KJWA ne sera **véritablement couronné de succès que lorsqu'il créera les conditions requises pour mener des actions concrètes** qui favoriseront et renforceront la résilience des personnes les plus vulnérables, tout en protégeant l'environnement dont nous dépendons tous.

L'achèvement prochain de la feuille de route de KJWA offre une occasion idéale qu'il convient de saisir pour amorcer ce changement plus que nécessaire.

# INTRODUCTION

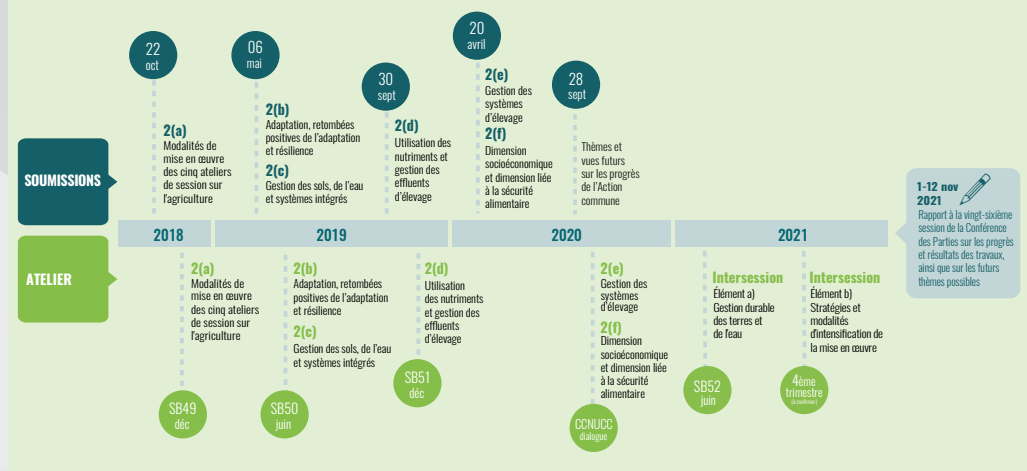
## **L'Action commune de Koronivia pour l'agriculture: une occasion unique de lutter contre le changement climatique**

L'agriculture occupe une place centrale en ce qui concerne le changement climatique. En effet, elle est extrêmement sensible à ses effets tout en étant un contributeur net aux émissions de gaz à effet de serre et à leur concentration accrue dans l'atmosphère. Le changement climatique a déjà des incidences sur les systèmes agricoles, qui prennent la forme de changements concernant la productivité, la biodiversité, la nutrition et les ressources naturelles, lesquels se répercutent de diverses manières sur la sécurité alimentaire et d'autres aspects socioéconomiques. Il nuit aux moyens d'existence tant ruraux qu'urbains, en particulier dans les pays en développement. Les systèmes agricoles, associés à la sécurité alimentaire et aux aspects socioéconomiques, peuvent cependant apporter des solutions plus que nécessaires à la crise climatique car ils possèdent une immense capacité intrinsèque d'adaptation et d'atténuation.

À la lumière de ces éléments, et à l'issue de débats intenses qui ont débuté en 2011, KJWA a été adopté en novembre 2017 à la vingt-troisième session de la Conférence des Parties (COP23). Étant le seul point de l'ordre du jour qui porte sur l'agriculture et la sécurité alimentaire dans le contexte de la CCNUCC, il représente une occasion sans précédent d'amorcer une transformation au sein des systèmes de production agricole et alimentaire, et de gérer les synergies et les arbitrages entre adaptation, atténuation, productivité agricole, moyens d'existence et nutrition. Par ailleurs, KJWA fait directement écho au volet qui concerne la production alimentaire dans l'objectif de la Convention, énoncé à l'article 2: «L'objectif ultime de la présente Convention et de tous instruments juridiques connexes que la Conférence des Parties pourrait adopter est de stabiliser, conformément aux dispositions pertinentes de la Convention, les concentrations de gaz à effet de serre dans l'atmosphère à un niveau qui empêche toute perturbation anthropique dangereuse du système climatique. Il conviendra d'atteindre ce niveau dans un délai suffisant pour que les écosystèmes puissent s'adapter naturellement aux changements climatiques, que la production alimentaire ne soit pas menacée et que le développement économique puisse se poursuivre d'une manière durable.»

Aucun travail aussi complet que KJWA, qui couvre un large éventail de sujets interdépendants ayant trait à l'agriculture, y compris les sols, l'élevage, la gestion du fumier et des nutriments, les ressources en eau, les méthodes d'évaluation de l'adaptation, ainsi que les aspects du changement climatique qui concernent la sécurité alimentaire et la dimension socioéconomique, n'avait été entrepris auparavant.

## Feuille de route



Alors que la feuille de route de KJWA touche à sa fin, il est essentiel que les Parties discutent et s'entendent sur les résultats du processus, de sorte que les organes subsidiaires puissent,<sup>1</sup> par leurs conclusions,<sup>2</sup> rendre compte à la vingt-sixième session de la COP26. Il est encore plus crucial que les Parties tirent pleinement parti de l'occasion unique que représente KJWA pour traduire des débats formels en des interventions concrètes sur le terrain.

<sup>1</sup> Pour atteindre ces objectifs, la CCNUCC est dotée de deux organes subsidiaires permanents: l'un chargé des avis scientifiques et technologiques (SBSTA) et l'autre, de la mise en œuvre (SBI). Dans sa décision 4/CP.23 portant création de KJWA, la Conférence des Parties a demandé au SBSTA et au SBI d'«examiner ensemble les questions relatives à l'agriculture» et de «rendre compte des progrès accomplis dans les travaux évoqués [...] et des résultats issus de ces travaux [...] à la Conférence des Parties».

<sup>2</sup> Une décision est un accord qui ne peut être conclu qu'au niveau d'un organe suprême de la CCNUCC, tel que la Conférence des Parties. Tous les accords autre que les décisions sont appelés «conclusions».

## L'Action commune de Koronivia pour l'agriculture: des débats formels aux interventions concrètes

À plusieurs reprises au cours du processus de KJWA, les Parties ont exprimé et se sont entendus sur la nécessité de mener de toute urgence des interventions fortes et ambitieuses en faveur du climat qui permettent de renforcer l'adaptation et ses retombées positives. Elles ont demandé instamment que les résultats de leurs discussions soient matérialisés dans des mesures concrètes aux niveaux national et mondial, de sorte que la «mise en œuvre» est devenue l'un des termes récurrents de KJWA. On entend par mise en œuvre le processus qui consiste à rendre effectif un résultat, une décision ou un plan. Par conséquent, cette expression comprend à la fois un volet technique (les résultats ou les cibles) et un volet institutionnel (les entités chargées de concrétiser ces résultats ou ces cibles et les modalités de cette concrétisation).

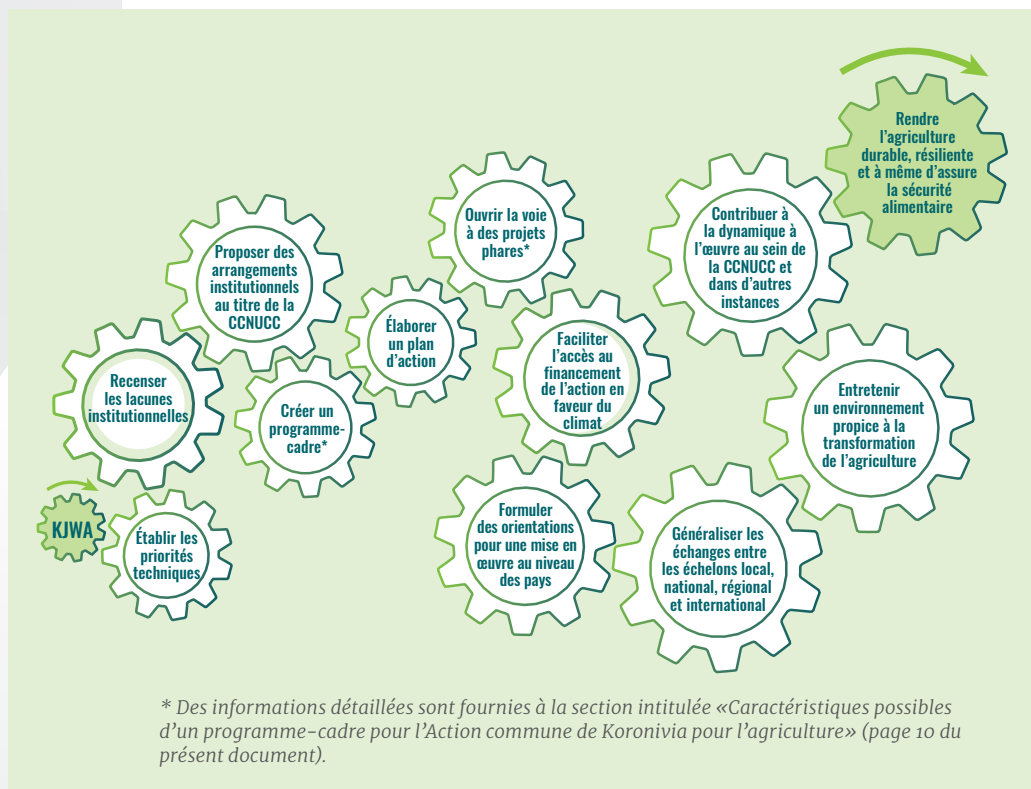
- S'agissant des aspects techniques relatifs à l'agriculture, il est rapidement devenu évident, à mesure que le processus de KJWA progressait, que les Parties pouvaient définir des cibles<sup>3</sup> et des objectifs mondiaux communs. En effet, dans le cadre des travaux menés au titre de la CCNUCC avant et pendant KJWA, des connaissances scientifiques et techniques ont été rassemblées. Il appartient maintenant aux Parties de convenir comment saisir les opportunités que ces connaissances offrent.
- Pour ce qui est des aspects institutionnels, les Parties ont mené d'intenses débats sur la nécessité d'établir des modalités et des mécanismes afin de concrétiser les résultats de KJWA sur le terrain. La plupart des Parties reconnaissent que l'agriculture est un domaine qui devrait continuer d'être examiné à l'avenir sous l'égide de la CCNUCC. Plus généralement, il existe un consensus grandissant en faveur de l'adaptation du cadre actuel de la CCNUCC aux besoins techniques et institutionnels mis en évidence pendant les ateliers.

Le premier pas vers une agriculture plus durable, plus résiliente et mieux à même d'assurer la sécurité alimentaire d'ici à 2050 consiste à traduire les débats formels en des interventions concrètes. Le potentiel de l'agriculture en matière d'adaptation au changement climatique et d'atténuation de ses effets est colossal, et il est d'ores et déjà possible de prendre de nombreuses mesures sur le terrain qui seraient bénéfiques pour tous moyennant un coût relativement faible. Cependant, pour transformer l'agriculture plus en profondeur, il faudra mettre en branle tout un engrenage de solutions au fil du

<sup>3</sup> Par exemple, l'élaboration de systèmes universels harmonisés qui permettent de mesurer et de comparer les indicateurs concernant l'adaptation, au titre du thème 2 b) de la feuille de route de KJWA, et le carbone du sol, au titre du thème 2 c), ainsi que d'en rendre compte, a fait l'objet d'intenses débats.

temps. KJWA ne sera pas le seul facteur déterminant dans la réalisation de cet objectif, mais il est sans nul doute un point de départ.

La figure ci-dessous illustre l'un des nombreux scénarios dans lesquels KJWA peut être la première étape de la transformation de l'agriculture à l'horizon 2050. Elle est inspirée de quelques-unes des nombreuses solutions suggérées par les Parties dans le cadre de leurs discussions. Il ne s'agit que d'un exercice créatif qui ne se prétend pas exhaustif, ni fonctionnel dans les différentes étapes qu'il présente.



Alors que la feuille de route de KJWA touche à sa fin, les Parties doivent désormais fixer ensemble leur niveau d'ambition et convenir des prochaines mesures à prendre dans le domaine de l'agriculture au titre de la Convention. À cet effet, il est crucial de faire connaître plus largement comment cet avenir peut s'écrire.

# DÉTERMINER LA TRAJECTOIRE POUR L'AGRICULTURE SOUS LA CONVENTION

## Définir les résultats potentiels de l'Action commune de Koronivia pour l'agriculture

Assurer un avenir pour l'agriculture sous l'égide de la CCNUCC est une démarche qui peut prendre de multiples formes. Cependant, il est possible de maîtriser cette incertitude en analysant minutieusement les résultats possibles.

### Résultat lié aux aspects techniques et institutionnels de l'agriculture au titre de la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques

Tout au long du processus de Koronivia, les Parties ont pris part à une série de débats techniques autour des six thèmes principaux énumérés dans la décision portant création de l'Action conjointe. Ce processus a donné une occasion aux Parties de se pencher sur les aspects techniques liés à chacun des thèmes, de mettre en évidence les lacunes, les besoins et les possibilités, et de se voir présenter les activités menées par les organes constitués et les entités financières<sup>4</sup> de la Convention dans ces domaines. À l'issue de chaque atelier, le secrétariat de la CCNUCC a publié un rapport. Celui-ci résume les échanges et peut servir de base à l'élaboration d'un résultat concernant les questions techniques.

Par ailleurs, les débats autour de KJWA ont révélé l'existence de lacunes et d'obstacles liés à la mise en œuvre sur le terrain. Par conséquent, KJWA a soulevé la question des modalités qu'il serait nécessaire d'établir pour surmonter ces limites techniques et institutionnelles. Plusieurs solutions ont été avancées, notamment la révision des mandats actuels des organes constitués et des entités financières relevant de la Convention ou la création de nouvelles entités qui seraient chargées de superviser les activités relatives à l'agriculture.

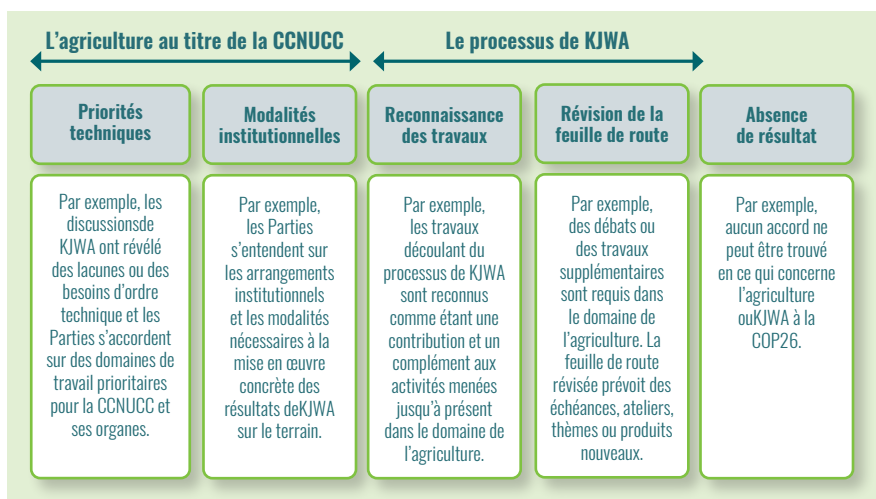
---

<sup>4</sup> Dans le présent document, pour faciliter la lecture, l'expression «entités financières» désigne les «entités opérationnelles du Mécanisme financier, le Fonds d'adaptation, le Fonds pour les pays les moins avancés et le Fonds spécial pour les changements climatiques». De plus amples informations sur ces fonds sont disponibles à l'adresse <https://unfccc.int/topics/climate-finance/the-big-picture/introduction-to-climate-finance>

## Résultat spécifique à KJWA et à ses réalisations en tant que processus

Tel qu'indiqué dans la décision et la feuille de route de KJWA, le SBSTA et le SBI communiqueront leurs conclusions sur le processus à la COP26. Par conséquent, les résultats qui seraient directement liés au processus et à ses réalisations se limitent soit aux activités menées pendant le processus, soit aux éventuels travaux futurs. Parmi les résultats possibles pourraient figurer, par exemple, la reconnaissance du fait que le processus de KJWA a eu lieu et qu'il vient contribuer aux travaux effectués jusqu'à présent dans le domaine de l'agriculture sous l'égide de la Convention. S'agissant des travaux futurs, les Parties pourraient convenir de réviser la feuille de route actuelle de façon à y inclure des échéances, ateliers, thèmes ou produits nouveaux.

Par conséquent, tout résultat de la COP26 serait nécessairement lié soit aux aspects techniques et institutionnels de l'agriculture en rapport avec la Convention, soit à KJWA et à ses réalisations en particulier. Sachant qu'il est toujours possible qu'aucun accord ne soit trouvé, tout résultat relèverait nécessairement d'au moins l'une des cinq composantes de base suivantes:



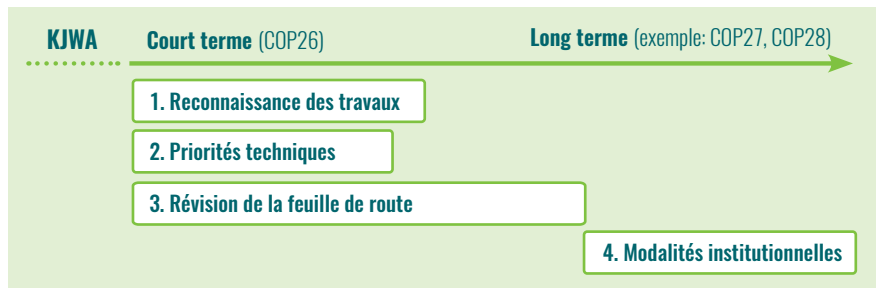
## Élever le niveau d'ambition pour la COP26 et au-delà

Déterminer les cinq catégories de résultats possibles pour KJWA, qualifiées plus haut de composantes de base, peut aider à ouvrir la voie pour la COP26 et au-delà. Tout d'abord, cela permet de définir les différents segments sur lesquels il convient de se concentrer et, au bout du compte, de se mettre d'accord pendant les discussions. Plus intéressant encore, cela pose la question de savoir comment il est possible d'associer ces composantes à brève échéance et à long terme, et souligne les multiples possibilités qui s'offrent aux Parties et aux organes subsidiaires pour déterminer les prochaines étapes à suivre dans le domaine agricole au titre de la Convention.



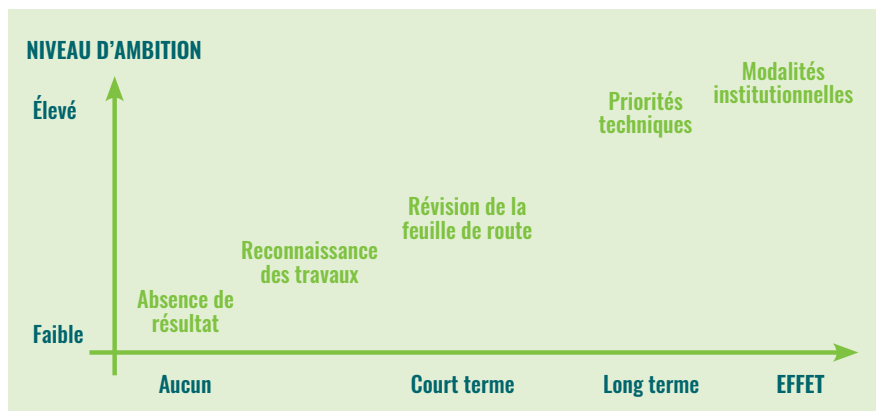
L'une des nombreuses associations possibles pourrait consister à faire rapport sur les conclusions initiales à la COP26, laquelle 1) saluerait les travaux effectués dans le cadre de KJWA, 2) établirait les priorités techniques pour la CCNUCC et ses organes, et 3) réviserait la feuille de route de sorte que les modalités de mise en œuvre y soient discutées. À l'approche de la nouvelle échéance de la feuille de route, les Parties pourraient alors adopter des conclusions complémentaires dans lesquelles elles 4) recommanderaient des arrangements institutionnels garantissant la mise en œuvre sur le terrain.

Une représentation graphique de cette voie montre comment il est possible d'associer et/ou de combiner les résultats/composantes de base au fil du temps.



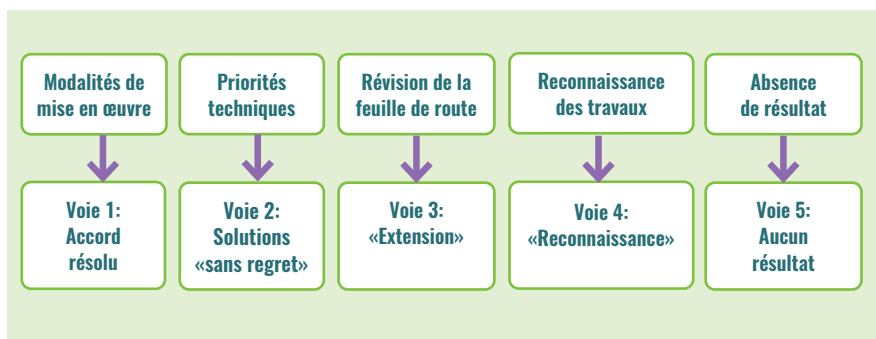
Ce type de représentation pourrait s'avérer particulièrement utile au moment des négociations finales, étant donné qu'elles peuvent faciliter l'élaboration d'une trajectoire pour l'agriculture. D'un point de vue stratégique, cette approche peut aussi permettre de mieux comprendre que de nombreuses combinaisons à brève échéance et à long terme peuvent aboutir à un même résultat.

Toutefois, il est crucial de garder à l'esprit que tous les résultats ne démontreront pas le même niveau d'ambition ni n'auront la même incidence sur la manière dont l'agriculture sera prise en compte ou financée à l'avenir au titre de la Convention.



# VOIES D'ILLUSTRATION POUR LA COP26 ET AU-DELÀ

Étant donné qu'il serait trop difficile d'appréhender dans un seul document toutes les voies possibles avant les discussions de la COP26, cette analyse est limitée à cinq trajectoires qui se fondent sur chacune des cinq composantes de base susmentionnées.



Ces trajectoires ne doivent pas être considérées de manière rigide ni exclusive, mais comme des exemples dont il est possible d'isoler et d'associer les caractéristiques principales pour créer une voie unique et flexible. Chacun de ces exemples s'appuie sur un scénario de négociation analogue qui a eu lieu dans le contexte de la CCNUCC, afin de montrer comme cela peut se matérialiser.

Voie d'illustration	Description	Volet technique	Volet institutionnel	Effet à court/long terme	Incidence sur le financement
1. Accord résolu	Un <b>cadre</b> institutionnel est mis en place et assorti de modalités destinées à garantir la concrétisation des résultats techniques sur le terrain.	Oui	Oui	Long terme	Direct (mandat)
2. Solutions «sans regret»	Les priorités <b>techniques</b> et/ou financières (solutions «sans regret») sont énoncées clairement, mais les modalités destinées à garantir leur concrétisation ne le sont pas nécessairement. Il est possible que certaines entités interprètent malgré tout ces priorités comme un signal pour entamer des travaux supplémentaires.	Oui	No	Court terme	Indirect (signe)
3. «Extension»	Le cadre de discussion sur les questions agricoles (KJWA) est étendu, soit pour rendre compte sur les thèmes actuels, soit pour intégrer de <b>futurs travaux</b> . Il est possible que la détermination des priorités techniques et des modalités de mise en œuvre demeure en suspens.	No	No	Court terme	Aucun
4 «Reconnaissance»	Les <b>travaux effectués</b> jusqu'à présent au titre de KJWA sont accueillis ou pris en note. Les éventuels travaux futurs sur l'agriculture dépendront de la volonté des Parties.	No	No	Court terme	Aucun
5. Aucun résultat	<b>Aucun accord</b> n'est trouvé pour ce qui est des priorités techniques et/ou financières en matière d'agriculture, ni en ce qui concerne les modalités d'une action concrète sur le terrain. KJWA est discuté à la prochaine session et ce jusqu'à ce qu'un accord soit trouvé.	No	No	Aucun	Aucun

## Accord résolu: mettre en place des arrangements institutionnels pour traiter de l'agriculture au titre de la Convention et pour mettre en œuvre les résultats de KJWA

Modalités institutionnelles

Priorités techniques

Révision de la feuille de route

Reconnaissance des travaux

Absence de résultat

Selon cette trajectoire, les Parties conviennent d'un ensemble de recommandations quant à l'établissement d'un environnement institutionnel permettant de mieux intégrer les questions relatives à l'agriculture dans les travaux de la CCNUCC, de ses organes et de ses entités financières.

Pour créer cet environnement, les Parties pourraient, par exemple, modifier KJWA en tant que point à l'ordre du jour, ou même établir un nouveau cadre (organe, programme-cadre, mécanisme spécial, entre autres). Une autre solution serait de confier explicitement à un ou plusieurs des organes constitués ou des entités financières existants la tâche de superviser la mise

en œuvre des résultats de KJWA sur le terrain (voir l'exemple de l'Initiative de renforcement des capacités pour la transparence [CBIT], menée sous la supervision du Fonds pour l'environnement mondial [FEM]). Les orientations techniques du cadre peuvent être choisies à partir de déclarations consensuelles déjà présentées au cours du processus (solutions «sans regret»).

Ce résultat aboutirait à la mise en place d'un environnement institutionnel porteur qui jouerait le double rôle d'instance de débats pour les questions en lien avec l'agriculture et de plateforme de coordination supervisant la mise en œuvre des résultats de KJWA au niveau mondial (stratégie descendante) et au niveau des pays (stratégie ascendante).

Dans l'encadré suivant, l'idée d'un programme-cadre de KJWA est développée en partant de certaines caractéristiques évoquées lors des dialogues de KJWA. Ce cadre pourrait être mis en œuvre en s'inspirant de l'exemple de la CBIT, créée par la décision 1/CP.21 portant adoption de l'Accord de Paris.

### **Caractéristiques possibles d'un programme-cadre pour l'action commune de Koronivia pour l'agriculture**

Ce programme pourrait se matérialiser par un plan d'action quinquennal indiquant les priorités des Parties afin de garantir une mise en œuvre concrète sur le terrain. Ce programme déterminerait, d'une part, l'avenir de KJWA d'un point de vue institutionnel (c'est-à-dire les entités et les processus au sein de la CCNUCC qui participeraient à la supervision des activités relatives à l'agriculture) et, d'autre part, les orientations techniques pour l'agriculture en général (meilleures pratiques, domaines de travail prioritaires, nouveaux thèmes, notamment).

À terme, ce programme pourrait permettre d'améliorer l'assistance technique fournie aux pays en développement en matière d'agriculture (par exemple, au moyen de projets phares qui définissent des objectifs techniques et sont mis en œuvre sous la supervision d'organes spécialisés de la CCNUCC, en collaboration avec des institutions financières).

Ce programme-cadre permettrait de coordonner la mise en œuvre de ces projets à l'échelle des pays, et servirait de plateforme aux Parties, aux groupes régionaux, aux organes constitués ou aux entités financières pour communiquer et échanger les résultats et les enseignements à retenir, ainsi que pour proposer à l'examen par les Parties de nouveaux thèmes en lien avec l'agriculture.

Le programme-cadre pourrait également permettre de généraliser les échanges avec des partenaires extérieurs à la CCNUCC afin de mutualiser les connaissances et d'encourager à prendre des mesures en faveur de l'agriculture. Ces canaux de communication pourraient mettre en liaison, par exemple, le Comité de la sécurité alimentaire mondiale (CSA) et/ou le Groupe d'experts de haut niveau (HLPE), d'autres institutions financières, ainsi que les autres conventions de Rio et leurs programmes.

## Initiative de renforcement des capacités pour la transparence (CBIT)

En 2015, l'adoption de l'Accord de Paris à la COP21 a donné lieu, aux termes de l'article 13, à la création d'un **cadre de transparence renforcé des mesures et de l'appui**. De plus, au paragraphe 84 de la décision 1/CP.21, il est établi «une initiative de renforcement des capacités pour la transparence afin de développer les capacités institutionnelles et techniques [...]». Au paragraphe 86, les Parties «exhort[nt] et engage[nt] le Fonds pour l'environnement mondial [FEM] à prendre des dispositions pour appuyer la mise en place et la poursuite [...]» de cette initiative.

Cette décision a mené à la création d'un système global et coordonné en faveur d'une plus grande transparence, comprenant un fonds fiduciaire doté de 90 millions d'EUR, quatre projets mondiaux (dont deux portant sur l'agriculture, les forêts et les autres utilisations des terres [AFAUT]), environ 60 projets locaux dans 60 pays en développement, une plateforme ouverte d'information en ligne et de multiples ateliers et conférences dont l'objectif est de maintenir les questions de transparence en tête des priorités internationales (données de décembre 2020)

## Solutions «sans regret»: mettre en évidence le consensus des Parties sur les principales priorités techniques pour l'agriculture et la sécurité alimentaire

Modalités  
institutionnelles

Priorités  
techniques

Révision de la  
feuille de route

Reconnaissance  
des travaux

Absence  
de résultat

En s'accordant sur certaines priorités techniques essentielles, les Parties témoigneraient de leur volonté d'avancer malgré les différences d'opinions qui pourraient subsister sur d'autres sujets ou sur les modalités de mise en œuvre.

Fixer des priorités techniques essentielles (solutions «sans regret») enverrait un signal fort qui pourrait être interprété par les parties prenantes externes à KJWA comme un feu vert pour agir dans ces domaines précis de l'agriculture (voir l'exemple du boisement dans le cadre du Mécanisme pour un développement propre [MDP]). Surtout, en tant qu'institution des Nations Unies spécialisée dans les questions liées à l'alimentation et à l'agriculture, la FAO se tient prête à fournir aux pays les connaissances et l'appui nécessaires, conformément à son mandat et à ses objectifs stratégiques. De façon plus générale, l'adoption de priorités techniques majeures pourrait tout particulièrement intéresser des entités externes à la CCNUCC, telles que les institutions financières internationales (IFI) et les banques multilatérales de développement (BMD), pour le choix et la mise en œuvre de leurs projets. Les instituts de recherche et les entreprises privées pourraient également être encouragés à accroître leurs investissements pour déployer à plus grande échelle l'agriculture durable.

Les solutions «sans regret» pourraient être mentionnées dans les conclusions du rapport des organes subsidiaires sur le processus de KJWA. Au niveau de la Conférence des Parties, ces conclusions pourraient être adoptées par une décision accompagnée d'une invitation officielle à travailler sur ces thèmes, qui serait adressée à certains des organes constitués et des entités financières.

Toutefois, si la Conférence des Parties ne décide pas de confier cette tâche aux organes constitués ni aux entités financières relevant de la Convention, il n'y aura aucune garantie de mise en œuvre de ces solutions «sans regret».

Après analyse des discussions menées au titre de KJWA sur les différents thèmes, il semble que certaines déclarations consensuelles (ou solutions «sans regret») pourraient être approuvées par les Parties:

- ▶ La santé des sols doit être préservée, voire améliorée, partout où cela est possible.
- ▶ L'incinération à l'air libre des résidus de récolte doit être évitée.
- ▶ Les politiques en faveur de la santé animale doivent être renforcées.
- ▶ Les pratiques de diversification des espèces végétales et animales doivent être accrues.
- ▶ Il convient d'agir ou de fournir des indications en vue de la création d'un système universel d'évaluation et de suivi de l'adaptation.
- ▶ Une sécurité alimentaire durable doit être assurée.
- ▶ Certaines mesures renforçant l'adaptation et ses retombées positives peuvent déjà être mises en œuvre sur le terrain à un coût relativement faible.
- ▶ Il est essentiel d'envisager une approche plus systémique (par exemple, au niveau du système alimentaire).

Étant donné que la formulation des priorités techniques peut, même indirectement, influencer leur niveau de financement, les Parties pourraient s'inspirer de l'exemple du MDP fourni ci-dessous.

### **Le boisement dans le cadre du mécanisme pour un développement propre (MDP)**

Par leur décision 17/CP.7, les Parties ont établi le Mécanisme pour un développement propre dans le cadre du Protocole de Kyoto. Le MDP permet aux Parties de réaliser des projets de réduction des émissions dans les pays en développement en échange de crédits carbone. Dans leur décision, les Parties ont indiqué certains secteurs admissibles (principalement l'énergie, les déchets et le boisement). Ces secteurs ont ainsi bénéficié d'investissements financiers conséquents.

Remarque: S'il peut être avantageux pour certains secteurs de formuler des priorités, cela peut aussi engendrer des restrictions pour d'autres. Par exemple, à l'article 7 de cette même décision, les Parties ont décidé «que parmi les activités de projet liées à l'utilisation des terres, au changement d'affectation des terres et à la foresterie (UTCATF), les seules admissibles [...] sont les activités de boisement et de reboisement», ce qui exclut les autres secteurs.

## «Extension»: définir une nouvelle échéance, de nouveaux objectifs ou une nouvelle feuille de route pour KJWA

Modalités  
institutionnelles

Priorités  
techniques

Révision de la  
feuille de route

Reconnaissance  
des travaux

Absence  
de résultat

Une révision de la feuille de route pourrait répondre à différents objectifs. Par exemple, si les Parties avaient besoin de plus de temps pour s'entendre sur les priorités techniques ou les modalités institutionnelles concernant l'agriculture dans le cadre de la Convention, elles pourraient décider de prolonger la feuille de route de KJWA et fixer une nouvelle échéance pour la présentation des résultats.

Cela permettrait à court terme de maintenir l'agriculture dans les priorités internationales d'action en faveur du climat, mais cela ne contribuerait pas nécessairement à long terme à la transformation des systèmes agricoles et ne ferait que retarder l'inévitable nécessité d'agir dans ce secteur.

Cela étant, une prolongation de la feuille de route pourrait aussi être l'occasion d'inclure de nouveaux thèmes de discussion, ou de demander des travaux ou des produits spécifiques pour alimenter encore le processus.

Une prolongation de ce type a, par exemple, été appliquée au Groupe de travail spécial de l'action concertée à long terme au titre de la Convention. Après le report de l'échéance initiale, les travaux du Groupe de travail et ses recommandations d'arrangements institutionnels ont finalement été accueillis favorablement par toutes les Parties (voir l'exemple de la partie 1/2 sur le Groupe de travail).

### Groupe de travail spécial de l'action concertée à long terme au titre de la Convention-cadre – Partie 1/2

Le Groupe de travail a été créé en 2007 en tant qu'organe subsidiaire au titre de la Convention par la décision 1/CP.13. Son mandat consistait à superviser un «processus exhaustif afin de permettre l'application intégrale, effective et continue de la Convention par une action concertée à long terme».

À l'article 2 de la décision portant création du Groupe de travail, il était initialement prévu que celui-ci «achèvera[it] ses travaux en 2009 et en présentera[it] les résultats à la Conférence des Parties pour adoption à sa quinzième session». Cette échéance initiale a été reportée à 2012, année où les travaux réalisés dans le cadre du Groupe de travail ont finalement été reconnus par toutes les Parties dans la décision 1/CP.18. Puisque son mandat a été accompli et qu'aucun travail, ordre du jour ou échéance supplémentaire n'a été planifié dans la dernière décision, l'existence du Groupe de travail spécial en tant qu'organe subsidiaire temporaire a pris fin *de facto*.<sup>5</sup>

<sup>5</sup> Contrairement à la décision portant création du Groupe de travail, la décision 4/CP.23, qui a lancé KJWA, n'introduit pas explicitement l'idée d'une cessation de ses activités au terme d'un mandat particulier ou d'une échéance donnée. Ainsi, KJWA ne peut cesser de figurer à l'ordre du jour que s'il s'agit d'une décision explicitement adoptée par la Conférence des Parties.

## «Reconnaissance»: reconnaître le processus de KJWA et sa contribution aux travaux déjà accomplis au titre de la Convention

Modalités  
institutionnelles

Priorités  
techniques

Révision de la  
feuille de route

Reconnaissance  
des travaux

Absence de  
résultat

Dans cette hypothèse, les Parties accueilleraient ou prendraient note du processus KJWA en reconnaissant l'importance des travaux réalisés jusqu'à présent en matière d'agriculture dans le contexte de la Convention.

Toutefois, si aucune prolongation n'est approuvée, la feuille de route actuelle arrivera à son terme à la COP 26. KJWA continuera d'exister en tant que point de l'ordre du jour mais aucune activité ne sera réalisée, sauf décision contraire. De même, si aucune recommandation n'est formulée au sujet des futurs arrangements institutionnels, il n'y aura aucune garantie de mise en œuvre concrète ni de maintien de l'agriculture au rang des priorités internationales.

Il est donc crucial que les Parties ne se contentent pas d'une reconnaissance du travail effectué dans le cadre de KJWA. Elles doivent viser l'adoption de modalités institutionnelles permettant d'assurer une mise en œuvre concrète des résultats techniques de KJWA sur le terrain (voir l'exemple du Groupe de travail spécial de l'action concertée à long terme au titre de la Convention, partie 2/2).

### Groupe de travail spécial de l'action concertée à long terme au titre de la Convention – Partie 2/2

Le Groupe de travail a été créé en 2007 en tant qu'organe subsidiaire au titre de la Convention par la décision 1/CP.13. Son mandat consistait à superviser un «processus exhaustif afin de permettre l'application intégrale, effective et continue de la Convention par une action concertée à long terme».

Après cinq années de travail, les Parties ont reconnu, dans la décision 1/CP.18, la contribution notable que le Groupe de travail spécial de l'action concertée à long terme au titre de la Convention avait apportée. En l'occurrence, les Parties ont réussi à aller au-delà de la simple reconnaissance du travail effectué au cours du processus. Elles se sont félicitées des recommandations en faveur de nouveaux arrangements institutionnels et ont ensuite adopté les décisions correspondantes, par lesquelles ont été créés le Cadre de l'adaptation de Cancún, le Mécanisme technologique, des institutions chargées du financement, le forum sur l'impact des mesures de riposte mises en œuvre et le Forum de Durban sur le renforcement des capacités.



## Aucun résultat: différer la nécessité d'agir de toute urgence dans le domaine de l'agriculture

Modalités  
institutionnelles

Priorités  
techniques

Révision de la  
feuille de route

Reconnaissance  
des travaux

Absence  
de résultat

L'absence de résultat à la COP 26 enverrait à la communauté internationale un message négatif: aucun accord n'a pu être conclu dans les domaines présentés au titre des autres voies. Conformément à la procédure de la CCNUCC,<sup>6</sup> cela entraînerait automatiquement le report des discussions sur KJWA à la prochaine session des organes subsidiaires jusqu'à ce qu'un accord soit trouvé ou que la Conférence des Parties en décide autrement.<sup>7</sup>

Compte tenu de la nécessité d'agir concrètement et de toute urgence dans le domaine de l'agriculture face au changement climatique, les Parties doivent absolument éviter de reporter toute discussion relative à KJWA et s'efforcer, au contraire, de trouver un accord sur les quatre autres composantes de base (modalités institutionnelles, priorités techniques, reconnaissance des travaux actuels, définition des travaux futurs). Cela étant, l'absence de résultat à la Conférence des Parties n'empêcherait pas nécessairement celles-ci de conclure un accord (voir les exemples des sessions tenues à Copenhague et à Cancún).

### Copenhague et Cancún

L'objet principal de la COP15, qui a eu lieu à Copenhague en 2009, était de négocier un accord qui remplacerait le Protocole de Kyoto. Toutefois, aucune décision n'a pu être prise au niveau de la Conférence des Parties. Seul un accord politique informel, l'Accord de Copenhague, a été publié à l'issue des négociations. Cet accord ne comportait aucune contrainte juridique. Il traduisait surtout les aspirations de certaines Parties à ce que «le pays hôte de la prochaine session de la Conférence des Parties [prenne] les dispositions voulues de façon à faciliter les travaux à mener pour assurer le succès de cette session».

En l'occurrence, l'absence de décision au niveau de la Conférence des Parties, bien qu'elle ait été très décevante à l'époque, n'a pas empêché les Parties d'aboutir à une décision ambitieuse un an plus tard, lors de la COP16 à Cancún. Les Parties ont réussi à se mettre d'accord sur des avancées majeures telles que la création d'un nouveau fonds pour le climat (le Fonds vert pour le climat) et la formulation d'obligations supplémentaires pour les Parties, y compris les pays en développement, en ce qui concerne la surveillance de leurs émissions et la communication d'informations à ce sujet.

<sup>6</sup> L'article 16 du projet de règlement intérieur de la CCNUCC prévoit ce qui suit: «Tout point de l'ordre du jour d'une session ordinaire dont l'examen n'est pas terminé au cours de cette session est automatiquement inscrit à l'ordre du jour de la session ordinaire suivante, sauf décision contraire de la Conférence des Parties.» Vous trouverez de plus amples informations sur le projet de règlement intérieur à l'adresse suivante: [https://unfccc.int/sites/default/files/resource/02f\\_0.pdf](https://unfccc.int/sites/default/files/resource/02f_0.pdf).

<sup>7</sup> Les organes subsidiaires se réunissent deux fois par an. Une session coïncide avec celle de la Conférence des Parties, en général en novembre ou en décembre. La deuxième réunion a lieu entre deux sessions de Conférence des Parties, en règle générale en mai ou en juin.



# CONCLUSION

Depuis son adoption en 2017, l'Action commune de Koronivia pour l'agriculture constitue une formidable occasion pour les Parties et les observateurs d'échanger leurs vues sur tout un éventail de thèmes relatifs à l'agriculture et au changement climatique. Par cette décision historique, l'agriculture a acquis un statut spécial dans le contexte de la CCNUCC, puisqu'il s'agit du seul secteur qui est envisagé de façon globale et intégrée. S'il s'agit là d'une grande avancée en soi, ce n'est pas encore suffisant compte tenu de l'urgence qui découle des crises climatiques, environnementales et alimentaires auxquelles le monde est confronté.

Décider des prochaines étapes à suivre pour l'agriculture tout en s'appuyant sur les travaux accomplis à ce jour est indispensable à la mise en œuvre pratique des résultats de KJWA. Comme cela a été souligné à de nombreuses reprises dans ce document, la réussite de KJWA ne se mesurera véritablement qu'à l'aune de sa capacité à créer les conditions nécessaires à des mesures concrètes qui favoriseront et renforceront la résilience des personnes les plus vulnérables, tout en protégeant l'environnement dont nous dépendons tous.

Cette transformation ne se fera pas du jour au lendemain. Pour réaliser l'ambition des Parties de faire en sorte que l'agriculture soit plus durable, plus résiliente et mieux à même d'assurer la sécurité alimentaire, il faudra une combinaison complexe de petites mesures progressives qui doivent être prises le plus tôt possible. Il faut cependant garder à l'esprit que ces mesures n'auront pas toutes le même degré d'ambition, ni la même incidence sur cette transformation. À terme, les Parties n'auront d'autre choix que d'adopter des mesures résolues.

L'achèvement de la feuille de route de KJWA est une occasion idéale à saisir pour amorcer ce changement des plus nécessaires.

**Renseignements:**

Bureau du changement  
climatique, de la biodiversité  
et de l'environnement (OCB)  
OCB-Director@fao.org  
[www.fao.org/koronivia/fr/](http://www.fao.org/koronivia/fr/)  
Twitter @FAOClimate

**Organisation des Nations Unies  
pour l'alimentation et l'agriculture**  
Rome, Italie

Avec le soutien financier de



Ministère fédéral  
de l'Alimentation  
et de l'Agriculture